

Évaluation de la Médiation africaine dans la crise à l'Est de la RDC P.3

UNE REUNION DE HAUT NIVEAU A LOME SOUS LA SUPERVISION DU MEDIEATEUR FAURE GNASSINGBE



TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 667 du 15 Juin 2026

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Retraite Gouvernementale à Djamdè P.2

POUR ACCELERER LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU TOGO



NEISA 2027: P.4
LE TOGO, NOUVEAU CARREFOUR AFRICAIN DE L'INNOVATION NUCLEAIRE



Une nouvelle ère médiatique
LANCEMENT OFFICIEL DU MAGAZINE PANAFRICAIN TOGOREVEIL A LOME P.8

Jour de la Russie: P.5
LE SÉNATEUR TOGOLAIS INNOCENT KAGBARA DISTINGUÉ PAR UNE MÉDAILLE D'HONNEUR

Protection sociale
INAM ET CRT LANCENT UN GUICHET UNIQUE POUR LES AGENTS DE L'ÉTAT P.6

Lutte contre la corruption au Togo
L'UK ET LA HAPLUCIA TRAVAILLENT POUR INTEGRER DES UNITES D'ENSEIGNEMENTS SUR LES VALEURS ETHIQUES A L'UNIVERSITE P.6

Togo Media Days: P.7
LE BTP FACE A LA PRESSE TOGOLAISE



Avenir du Transport Aerien Africain P.5
PLUS DE 500 DECIDEURS REUNIS A LOME AUJOURD'HUI

Retraite Gouvernementale à Djamdè

POUR ACCELERER LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU TOGO



Réunis les 11 et 12 juin 2026 à Djamdè, dans la préfecture de la Kozah, le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé et son gouvernement ont tenu un séminaire stratégique consacré à la transformation économique et sociale du pays. Cette rencontre, marquée par la présence de partenaires techniques et financiers, a permis de définir les grandes orientations de la nouvelle stratégie nationale de développement, centrée sur le capital humain et la performance de l'action publique.

Le capital humain au cœur des débats

La première journée des travaux a porté sur les leviers de la transformation économique, tandis que la seconde a été consacrée au renforcement du capital humain et à l'amélioration de la performance de l'action publique. Invité spécial,

M. Ousmane Diagana, Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest, a livré un plaidoyer appuyé en faveur du capital humain, rappelant que « Aucun pays n'a réussi sa transformation s'elle, sans avoir massivement investi dans son capital humain et aligné de compétences sur les besoins de ce secteur productif. L'investissement dans les compétences de base est essentiel, car il détermine la capacité d'apprentissage tout au long de la vie. Cela nécessite de renforcer l'éducation dès la petite enfance et d'améliorer la qualité des apprentissages. Il est également nécessaire d'opérer un véritable changement dans la formation professionnelle en plaçant le partenariat avec le secteur privé au cœur du système de formation ».

Les échanges ont mis en évidence l'impact du décalage entre les offres de formation technique et professionnelle et les besoins

réels des secteurs prioritaires de l'économie. Les membres du gouvernement ont souligné l'urgence de créer des passerelles entre les systèmes de formation et les entreprises afin de mieux préparer la main-d'œuvre aux mutations économiques.

Expériences internationales comme sources d'inspiration

Les participants ont également analysé plusieurs expériences internationales réussies en matière de développement du capital humain, notamment dans des pays ayant accompli leur transformation économique grâce à des investissements soutenus dans l'éducation, la formation professionnelle et l'innovation. L'objectif est de tirer des enseignements adaptés au contexte togolais et aux ambitions de développement du pays, afin de renforcer l'employabilité des jeunes et d'accroître la productivité

nationale.

Des institutions publiques plus performantes

Le séminaire a aussi consacré une large part de ses travaux au renforcement des capacités stratégiques et opérationnelles de l'État. Les discussions ont porté sur la nécessité d'améliorer la cohérence de l'action gouvernementale, de renforcer la coordination interministérielle et d'accélérer l'exécution des réformes prioritaires. Les participants ont exploré des approches innovantes de suivi et d'évaluation inspirées d'expériences internationales, afin de garantir une meilleure redevabilité et une exécution rigoureuse des politiques publiques.

Une synthèse pour des décisions concrètes

La retraite s'est achevée par une session de synthèse qui a permis de consolider les recommandations issues des différentes discussions. Les membres du gouvernement ont identifié les mesures prioritaires à mettre en œuvre à court, moyen et long terme, en insistant sur la cohérence entre les priorités sectorielles, les mécanismes de financement et les capacités institutionnelles.

Cette démarche traduit la volonté politique du Président du Conseil de placer la transformation économique et sociale au cœur de l'action gouvernementale, avec pour ambition de doubler le niveau de vie moyen des Togolais d'ici 2040, de renforcer l'attractivité du pays pour l'investissement et le commerce, et de développer durablement le capital humain.

Évaluation de la Médiation africaine dans la crise à l'Est de la RDC

UNE REUNION DE HAUT NIVEAU A LOME SOUS LA SUPERVISION DU MEDIATEUR FAURE GNASSINGBE



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en sa qualité de Médiateur de l'Union africaine pour la crise dans l'Est de la République Démocratique du Congo et la région des Grands Lacs, a présidé ce lundi 8 juin 2026 à Lomé une réunion de haut niveau. Cette rencontre semestrielle avait pour objectif d'évaluer les avancées de la médiation africaine et de renforcer la coordination entre les différents acteurs régionaux et internationaux impliqués dans la recherche de solutions durables.

Cette importante rencontre a réuni autour de la médiation togolaise, les membres du Collège des facilitateurs désignés par l'Union africaine, des représentants des Nations unies, de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEAC), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Des avancées saluées dans la structuration de la médiation africaine

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a salué la présence des facilitateurs, des organisations régionales et des partenaires internationaux à cette réunion d'évaluation, qui témoigne de leur engagement constant en faveur de la paix, de la stabilité et du développement dans la région des Grands Lacs.

Il s'est particulièrement félicité des

progrès accomplis depuis la réunion de Lomé consacrée à la cohérence et à la consolidation du processus de paix en RDC et dans la région.

« Nous avons franchi une étape importante depuis le mois de janvier en mettant davantage d'ordre dans l'architecture de la médiation africaine. Je suis convaincu que cette rencontre marque une avancée significative dans l'amélioration de notre action collective et dans la recherche de solutions durables à cette crise », a déclaré le Médiateur de l'Union africaine.

Tout en saluant ces avancées, le Président Faure Essozimna Gnassingbé a souligné la nécessité de poursuivre les efforts afin de renforcer davantage la cohérence et la coordination entre les différents mécanismes de médiation engagés dans le processus de paix dans cette région du continent.

Un engagement renouvelé en faveur de la paix dans l'Est de la RDC

Réaffirmant sa détermination à poursuivre la mission qui lui a été confiée par l'Union africaine, le Président du Conseil a insisté sur la nécessité de maintenir la mobilisation collective en faveur de la stabilité dans l'Est de la RDC.

« Nous poursuivrons cette mission avec humilité, détermination et persévérance. Malgré les difficultés, nous constatons également l'existence de nombreuses bonnes volontés prêtes à nous accompagner dans cette recherche de la paix », a-t-il souligné.

Face à cette détermination, les parties

concernées ont salué le leadership du Président du Conseil, qui place le dialogue inclusif, la coordination des initiatives diplomatiques et la recherche de solutions africaines au cœur du processus de règlement de la crise. Elles ont également réaffirmé leur engagement à accompagner la mise en œuvre de ses orientations, notamment le renforcement de la confiance entre les acteurs concernés, l'harmonisation des mécanismes de médiation et la consolidation des acquis obtenus sur le terrain.

Des orientations stratégiques pour le second semestre 2026

La réunion a adopté plusieurs orientations notamment le renforcement de la coordination interne entre le Bureau du Médiateur, le Panel des facilitateurs, la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat conjoint indépendant.

Les parties prenantes ont également mis en exergue l'importance de structurer et de mettre à disposition une contribution africaine aux processus complémentaires de Washington et de Doha pour en accroître l'appropriation, la légitimer et en faciliter la mise en œuvre.

Les participants ont également appelé l'ensemble des États et organisations engagés dans les efforts de médiation à renforcer leur coopération dans un esprit de solidarité, tout en respectant les responsabilités et les mandats définis dans l'architecture de médiation adoptée à Lomé le 17 janvier 2026.

Des décisions immédiates

Afin de garder le cap de la dynamique impulsée par le Président du Conseil, la réunion a adopté plusieurs mesures destinées à renforcer l'efficacité du processus de médiation.

Il s'agit notamment de l'ajustement des plans de travail des membres du Panel des facilitateurs pour le second semestre 2026, ainsi que de l'élaboration, dans un délai de quinze jours, d'un plan d'action opérationnel précisant les modalités de mise en œuvre des décisions arrêtées.

Animés d'une volonté collective renouvelée et d'un esprit de responsabilité partagée, les participants se sont engagés à mettre en œuvre avec diligence et cohérence les décisions de la présente réunion, à honorer les engagements souscrits et à œuvrer de concert pour l'avènement d'une paix durable dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs.

Cette réunion d'évaluation semestrielle fait suite à la réunion de haut niveau sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en République Démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs qui s'est tenue le 17 janvier 2026, à l'initiative du Médiateur de l'Union africaine. Cette rencontre de Lomé visait à promouvoir l'alignement des différentes initiatives de paix afin de renforcer la centralité du processus de médiation africaine.

Togoreveil

LES NATIONS-UNIES SALUENT L'ENGAGEMENT DU TOGO

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu ce lundi 8 juin 2026 à Lomé deux hauts responsables des Nations unies. Il s'agit de James Swan, Représentant spécial du Secrétaire général en République Démocratique du Congo et chef de la MONUSCO, ainsi que Huang Xia, Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs.

Les deux diplomates onusiens séjournent au Togo pour participer à la réunion semestrielle d'évaluation de la médiation conduite par l'Union africaine dans l'Est de la RDC et dans la région des Grands Lacs. Les discussions ont porté sur les avancées des initiatives diplomatiques en cours et sur la contribution des Nations unies aux efforts de médiation menés par le Togo.

James Swan et Huang Xia ont salué l'engagement du Togo dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique. Ils ont réaffirmé la disponibilité des Nations unies à accompagner le Président Faure Gnassingbé, Médiateur désigné de l'Union africaine, dans la recherche d'une solution équitable et durable à la crise qui secoue cette partie du continent.

Pour rappel, le Médiateur africain et les Nations unies entretiennent une concertation permanente afin de favoriser une approche concertée et coordonnée. L'objectif est de parvenir à un retour durable de la paix dans l'Est de la RDC et dans l'ensemble de la région des Grands Lacs, où les défis sécuritaires et humanitaires demeurent considérables.



Patrick NIMA

NEISA 2027 :

LE TOGO, NOUVEAU CARREFOUR AFRICAIN DE L'INNOVATION NUCLEAIRE

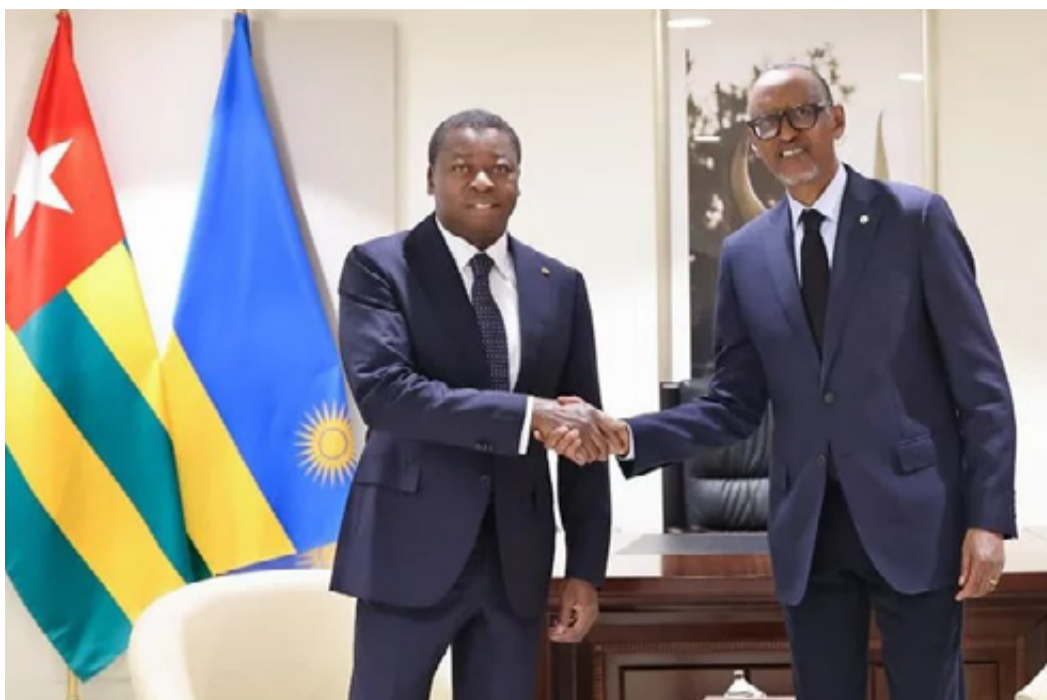
Le continent africain s'apprête à vivre un tournant majeur dans sa quête d'innovation énergétique. Après le succès éclatant du Sommet de l'innovation sur l'énergie nucléaire en Afrique (NEISA) organisé à Kigali en mai dernier, c'est désormais Lomé qui accueillera l'édition 2027. L'annonce a été faite par le président rwandais Paul Kagamé lors de la clôture du sommet, confirmant ainsi le rôle croissant du Togo dans les débats mondiaux sur le nucléaire.

Une reconnaissance internationale

Le choix du Togo n'est pas le fruit du hasard. Il traduit une reconnaissance internationale des efforts entrepris par le pays sous l'impulsion du président Faure Essozimna Gnassingbé. En 2025, le Togo a été élu au Conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), organe suprême de gouvernance de l'agence. Cette élection a placé Lomé au cœur des décisions mondiales sur la sûreté nucléaire et les usages pacifiques de cette énergie.

Des accords stratégiques

La diplomatie togolaise a également joué un rôle déterminant. En 2026, le ministre des Affaires étrangères Robert Dussey et le



directeur général de l'AIEA, Rafael Mariano Grossi, ont signé à Vienne un Cadre de programmation pays (CPP) couvrant la période 2026-2031. Cet accord quinquennal garantit un accompagnement technique et institutionnel de l'AIEA dans la mise en œuvre de la politique nucléaire togolaise. Une architecture nationale adaptée

Sur le plan interne, le Togo a pris des mesures structurantes. La création du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEAT)

en janvier 2025 illustre cette volonté. Cette institution pilote désormais les programmes de recherche, de formation et d'application des technologies nucléaires dans des secteurs clés tels que la santé, l'agriculture et l'énergie. Elle remplace une mosaïque d'initiatives fragmentées et instaure une cohérence dans l'approche gouvernementale.

Vers l'accès universel à l'électricité

Le nucléaire au Togo ne se limite pas à la recherche. En décembre 2024, le pays a signé un accord avec la société américaine Nano Nuclear Energy pour la production d'électricité à partir de microréacteurs nucléaires. Ces dispositifs innovants permettront d'alimenter les zones rurales non connectées au réseau national, accélérant ainsi l'objectif d'un accès universel à l'électricité d'ici 2030.

Lomé, capitale de l'innovation nucléaire africaine

En accueillant le NEISA 2027, Lomé se positionne comme un hub stratégique pour l'innovation nucléaire en Afrique. Ce sommet sera l'occasion de débattre des usages pacifiques du nucléaire, de renforcer la coopération internationale et de promouvoir des solutions énergétiques durables pour le continent.

Le Togo, par ses initiatives audacieuses et ses partenariats stratégiques, s'impose désormais comme un acteur incontournable dans le domaine nucléaire. Le NEISA 2027 sera plus qu'un sommet : il marquera l'entrée du pays dans une nouvelle ère énergétique, porteuse d'espoir pour l'Afrique entière.

Germain POULI

Commission de la CEDEAO

LE SENEGAL SOLLICITE L'APPUI DU TOGO



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu ce lundi 8 juin à Lomé le ministre sénégalais des Affaires étrangères, Cheikh Niang. L'émissaire était porteur d'un message du président Bassirou Diomaye Faye concernant la candidature du Sénégal à la présidence de la Commission de la CEDEAO.

« Je suis venu transmettre au Président du Conseil un message personnel de son frère et ami, le Président Bassirou Diomaye Faye, et lui présenter le candidat retenu pour l'élection du prochain président de la Commission », a déclaré Cheikh Niang, qui a également salué la qualité des relations bilatérales entre Dakar et Lomé.

Un poste stratégique au sein de la CEDEAO

La présidence de la Commission de la CEDEAO constitue une fonction clé. Elle assure la mise en œuvre des décisions des instances dirigeantes, coordonne les actions communautaires et veille à l'avancement de l'intégration économique et politique entre les États membres.

Actuellement, ce poste est occupé par le Gambien Omar Alieu Touray, en fonction depuis juillet 2022. La candidature du Sénégal s'inscrit dans une volonté de renforcer son rôle au sein de l'organisation sous-régionale et de contribuer activement à la consolidation des politiques communautaires.

Togoreveil

LES DEPUTES TOGOLAIS VALIDENT QUATRE CONVENTIONS CLES POUR SECURISER LE NUCLEAIRE

Le Togo resserre encore sa ceinture de sécurité autour du nucléaire et de la radiologie. A l'Assemblée nationale ce mardi 9 juin, les députés ont adopté à l'unanimité, en première lecture, quatre projets de loi qui ouvrent la voie à l'adhésion du pays à des conventions internationales majeures. Les textes votés ne sont pas symboliques. Ils portent sur la convention relative à la sûreté nucléaire, la convention commune qui encadre la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs, la convention sur la notification rapide en cas d'accident nucléaire, et celle sur l'assistance mutuelle en situation d'urgence radiologique. En ratifiant ces instruments, Lomé aligne sa législation sur les standards internationaux les plus exigeants.

L'objectif est double. D'un côté, renforcer les capacités du pays à prévenir et à gérer tout incident

lié aux activités nucléaires. De l'autre, mieux protéger les populations, l'environnement et les secteurs économiques qui pourraient être touchés. Pour le ministre de l'Énergie, Robert Koffi Messan Eklo, le message est clair : « Ces projets de loi traduisent une démarche cohérente. Nous ne faisons pas que choisir une énergie d'avenir, nous choisissons le plus haut standard de sécurité qui l'accompagne ».

Un processus parlementaire en deux étapes

Conformément au fonctionnement bicaméral, les quatre projets de loi quittent maintenant l'Assemblée nationale pour le Sénat. Les sénateurs vont les examiner à leur tour. Si le texte passe sans modification, un retour devant les députés sera nécessaire pour l'adoption définitive avant ratification.

Un cadre qui se construit depuis 2020

Cette avancée s'inscrit dans une dynamique plus large. Depuis 2021, le Togo s'appuie sur son Autorité nationale de sûreté et de sécurité nucléaires pour contrôler et encadrer toutes les utilisations du nucléaire sur le territoire. Depuis 2020, le pays collabore aussi étroitement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique à travers un accord-cadre de coopération technique.

Avec ces quatre conventions, Lomé se dote d'un filet de sécurité supplémentaire. Il ne s'agit pas seulement de préparer l'avenir énergétique, mais de garantir que chaque étape se fasse avec la plus grande rigueur.

YAWO Komla



PLUS DE 500 DECIDEURS REUNIS A LOME AUJOURD'HUI



aérien. Le Togo est représenté par Comla Kadjé, Ministre des Transports, et Badanam Patoki, Ministre délégué chargé de l'Économie et du Commerce. Plusieurs pays africains ont également dépêché leurs ministres du transport et de l'aviation, parmi lesquels le Nigeria, l'Égypte, le Maroc, la Côte d'Ivoire et le Ghana. La présence du Secrétaire Général de la ZLECAf, Wamkele Mene, aux côtés de hauts responsables de l'Union Africaine et de l'AUDA-NEPAD, témoigne de la convergence entre les agendas de l'aviation et du commerce continental.

Vers des engagements concrets pour l'aviation africaine

Au-delà des échanges institutionnels, la convention rassemble les autorités de l'aviation civile, les grandes compagnies aériennes africaines comme ASKY et Ethiopian Airlines, ainsi que des acteurs privés internationaux tels que Boeing et l'IATA. Cette concentration de décideurs crée les conditions pour dépasser les simples déclarations d'intention et avancer vers des accords concrets sur la libéralisation

des droits de trafic, le financement des infrastructures aéroportuaires et le développement de nouvelles liaisons intra-africaines. Lomé s'impose ainsi comme un carrefour stratégique pour l'avenir du ciel africain.

Patrick NIMA

Aujourd'hui s'ouvre à Lomé la première Convention et Exposition Africaines du Transport Aérien, organisée par la Commission Africaine de l'Aviation Civile (CAFAC) en collaboration avec l'Union Africaine, la ZLECAf et l'AUDA-NEPAD.

Placé sous le haut patronage du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, l'événement réunit jusqu'au 19 juin plus de 500 décideurs venus d'Afrique et du reste du monde, confirmant l'importance stratégique du secteur aérien pour l'intégration

continentale.

Un plateau ministériel inédit

La dimension ministérielle de la rencontre illustre l'enjeu politique accordé au transport

Jour de la Russie :

LE SÉNATEUR TOGOLAIS INNOCENT KAGBARA DISTINGUÉ PAR UNE MÉDAILLE D'HONNEUR

Invité d'honneur de l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Bénin et au Togo, Igor Evdokimov, le sénateur togolais Innocent Kagbara a participé jeudi 11 juin 2026 à une réception d'État organisée à l'hôtel Golden Tulip de Cotonou. La cérémonie célébrait la fête nationale de la Fédération de Russie, aussi appelée Jour de la Russie.

La rencontre diplomatique a rassemblé des personnalités politiques, diplomatiques, administratives et du monde des affaires autour des valeurs de coopération, de dialogue et de renforcement des liens entre la Russie et les pays africains. L'événement a offert un cadre d'échanges sur les perspectives de partenariat bilatéral et multilatéral.

Au cours de la soirée, le jeune sénateur togolais a reçu une médaille de reconnaissance. Cette distinction salue son engagement

et sa participation active au Festival mondial de la jeunesse organisé en 2024 à Sochi. Le festival, rendez-vous international majeur, favorise les échanges interculturels, le dialogue entre les peuples et la coopération internationale.

Visiblement touché par cette marque d'estime, le président du PDP a exprimé sa gratitude aux autorités russes. Il a formé le vœu de voir les relations d'amitié et de coopération entre la Fédération de Russie et les États africains se consolider, dans un esprit de partenariat mutuellement bénéfique et au service du bien-être des populations.

Le sénateur Innocent Kagbara a réaffirmé son attachement à une coopération internationale fondée sur le respect mutuel, la solidarité et la promotion d'un développement partagé.

La Rédaction





MALIM

TCHOUKOUTOU ET AWOULA

Entre Tradition & Modernité



Lutte contre la corruption au Togo

L'UK ET LA HAPLUCIA TRAVAILLENT POUR INTEGRER DES UNITES D'ENSEIGNEMENTS SUR LES VALEURS ETHIQUES A L'UNIVERSITE



Dans le cadre de l'intensification de ses actions de prévention et de lutte contre la corruption, la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA) a procédé, le 10 juin 2026, à la signature de la décision portant création d'une cellule de réflexion sur la stratégie d'intégration des unités d'enseignement sur l'éducation à la lutte contre la corruption et à l'intégrité dans les offres de formation de l'Université de Kara.

Co-présidée par la présidente de l'Université de Kara, Professeure Prénom HOUZOU-MOUZOU et le président de la HAPLUCIA, M. ABA Kimelabalou, cette rencontre traduit une volonté commune d'ancrer durablement les valeurs d'éthique et de responsabilité dans la dynamique de promotion de la formation de citoyens modèles et intègres.

À cette occasion, le président de la HAPLUCIA a précisé que la cellule a pour rôle d'identifier les mécanismes et les approches pédagogiques

adaptées à l'intégration des valeurs éthiques dans l'enseignement supérieur. Constituée de 15 membres, cette cellule dispose d'un délai de deux mois pour élaborer une stratégie opérationnelle. Il a rappelé que cette démarche s'inscrit dans les orientations prioritaires des pouvoirs publics en matière de bonne gouvernance, tout en saluant la disponibilité et l'accompagnement de l'Université de Kara tout au long du processus.

Pour sa part, la présidente de l'Université de

Kara a mis en avant la portée structurante de cette initiative, qui, selon elle, contribuera à façonner une génération d'étudiants davantage conscients des exigences éthiques et des défis liés à la corruption. Elle a réaffirmé l'engagement de l'institution à soutenir pleinement les travaux de la cellule.

Patrick NIMA

Protection sociale

INAM ET CRT LANCENT UN GUICHET UNIQUE POUR LES AGENTS DE L'ÉTAT

Le parcours administratif des agents publics togolais vient de se simplifier. L'Institut National d'Assurance Maladie et la Caisse de Retraites du Togo ont décidé de mutualiser leurs services. Un guichet unique de protection sociale est opérationnel dès maintenant pour tous les travailleurs du secteur public.

Une porte d'entrée unique pour tous les droits

Fini les allers-retours entre deux administrations avec les mêmes papiers. Désormais, un seul point de contact suffit. Que ce soit pour l'assurance maladie, le remboursement de soins, la constitution d'un dossier de retraite ou l'obtention de prestations, l'agent en activité comme celui qui prépare son départ gère tout au même endroit. L'idée est de gagner en temps et de rendre le service plus humain.

Des procédures plus lisibles et plus rapides

En centralisant l'information, le dispositif rend les droits plus compréhensibles. Conditions d'accès, modalités de prise en charge, avantages pendant la carrière et après la retraite : tout est expliqué et regroupé au même

guichet. Pour l'utilisateur, c'est plus clair. Pour l'administration, c'est plus fluide. Conséquence directe : les délais de traitement devraient se réduire.

Des économies et une harmonisation sur tout le territoire

Le rapprochement va plus loin qu'un simple confort. En partageant leurs équipes, leurs bases de données et leur logistique, l'INAM et la CRT réduisent leurs coûts de fonctionnement. Ces économies d'échelle servent à améliorer l'efficacité du système. L'autre bénéfice est l'équité : qu'un fonctionnaire soit à Lomé, à Kara ou à Dapaong, il bénéficiera du même niveau de service et des mêmes règles.

Mieux piloter la protection sociale

Cette fusion des données donne aussi à l'État un outil de pilotage. Avec une vision consolidée, il peut anticiper les besoins, évaluer l'impact des réformes et ajuster la politique sociale en temps réel. C'est une étape concrète vers l'Assurance Maladie Universelle. Le Togo mise sur un système plus moderne, plus performant et tourné vers l'agent public.

YAWO K.



L'INAM ET LA CRT ENSEMBLE POUR UN GUICHET UNIQUE DE LA COUVERTURE SOCIALE DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC



Avantages stratégiques et opérationnels :

- Simplification administrative avec un parcours usager fluide :** l'agent dispose d'un interlocuteur unique pour toutes ses démarches, évitant la multiplication des dossiers et des justificatifs auprès de caisses différentes.
- Lisibilité accrue :** une structure unique permet une meilleure compréhension des droits aux prestations.
- Optimisation des coûts et économies d'échelle, réduction des frais de gestion :** la mutualisation des ressources humaines, informatiques et logistiques permet de réduire les coûts de fonctionnement globaux du système.
- Harmonisation de la qualité des prestations :** cela met fin aux disparités de niveau de qualité des services connues d'un organisme à un autre.
- Pilotage stratégique renforcé et vision consolidée :** l'État bénéficie de données centralisées pour piloter plus efficacement les politiques de protection sociale.

Togo Media Days :

LE BTP FACE A LA PRESSE TOGOLAISE



L'hôtel du 2 Février à Lomé a servi de cadre prestigieux, le 11 juin dernier, à la tenue des Togo Media Days. Cette rencontre initiée par le Groupement des entreprises du BTP a réuni une diversité d'acteurs du monde médiatique, parmi lesquels plusieurs journalistes, responsables d'organisations de presse. Dans une atmosphère conviviale et professionnelle, les participants ont échangé sur les enjeux du secteur, renforçant ainsi le dialogue entre les médias et ces acteurs économiques du pays.

Un cadre de dialogue inédit

Le Groupement des entreprises du BTP a marqué les Togo Media Days par une rencontre exceptionnelle avec la presse togolaise. L'objectif était clair : instaurer un cadre de dialogue franc et constructif entre les acteurs du secteur des infrastructures et les médias.

Cette initiative vise à renforcer la communication, valoriser les projets en cours et promouvoir la transparence dans un domaine stratégique pour le développement national.

Des échanges riches et constructifs

Au cours de la rencontre, M. Tsogbé Yawo Agbessi, président du GNEBTP-TOGO, a rappelé que « quand on parle du BTP, il est important d'en comprendre toute la complexité ». Selon lui, cette rencontre répond à un besoin de mieux faire connaître un secteur souvent cité dans l'actualité mais dont les mécanismes restent peu connus du grand public. De son côté, M. Paul K. Akounona, Directeur général de Design and Control, a souligné que le BTP constitue « un moteur essentiel du développement à travers la réalisation des infrastructures

publiques et privées ». Il a toutefois mis en garde contre les obstacles persistants : retards de paiement, insuffisances dans les études techniques, erreurs d'estimation des coûts et contraintes liées au déplacement des réseaux d'eau, d'électricité ou de télécommunications.

Des échanges fructueux avec la presse

Les discussions entre les professionnels du BTP et les journalistes ont été particulièrement fructueuses. Elles ont porté sur le fonctionnement des BTP de l'idée de la réalisation d'un projet en passant par la planification, le financement et l'exécution d'un projet. D'autres préoccupations de l'heure ont également suscité d'enrichissants débats notamment les grandes infrastructures en cours de réalisation, telles que la Nationale n°1, ainsi que sur des

projets dont la planification est déjà bien avancée, comme le butimage de la route de Mission Tové. Les échanges ont également mis en lumière l'importance du permis de construire, outil indispensable pour garantir la conformité et la sécurité des ouvrages.

Les marchés publics attribués aux entreprises locales ont été largement analysés et l'idée d'un plaidoyer en vue d'une augmentation sensible du nombre de marchés publics à octroyer aux entreprises locales a fait un bon bout de chemin lors de ce Togo Media Day avec comme objectif de les accompagner à grandir et à bénéficier 'un transfert de compétence pour contribuer efficacement à la construction du pays, à la création de la richesse nationale et à la création des emplois pour la jeunesse togolaise. Ces échanges ont permis aux journalistes de mieux comprendre les enjeux techniques et réglementaires, tout en offrant aux

entreprises l'occasion de clarifier leurs démarches et leurs ambitions.

Vers une collaboration durable

La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère de transparence et d'ouverture. Les échanges ont mis en lumière la nécessité d'institutionnaliser ce dialogue entre le BTP et la presse, afin de garantir un suivi régulier des grands projets d'infrastructures. En clôture, les deux parties ont pris l'engagement de renforcer leur collaboration et de multiplier ce type d'initiatives dans le cadre des Togo Media Days. Cette dynamique marque une étape importante vers une communication plus responsable et une meilleure implication des médias dans le développement du pays.

Togoreveil



BANKASSUR
FORUM & AWARDS.

Sous le Très Haut Patronage de Son Excellence
Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil

BANKASSUR FORUM & AWARDS LOMÉ 2026

Inclusion Financière : les défis actuels de la finance
pour tous; place des banques, assurances et institutions
financières africaines

Une nouvelle ère médiatique

LANCEMENT OFFICIEL DU MAGAZINE PANAFRICAIN TOGOREVEIL A LOME



Le samedi 6 juin 2026, l'Hôtel La Concorde de Lomé a été le théâtre d'un événement marquant pour le paysage médiatique africain : le lancement officiel du Magazine Panafricain TOGOREVEIL. Autour d'un cocktail convivial, journalistes, influenceurs, présidents d'organisations de presse, patrons d'entreprises et partenaires se sont réunis pour célébrer cette étape décisive dans l'évolution du média togolais.

De l'hebdomadaire togolais au magazine panafricain

Créé en 2008, TOGOREVEIL s'est imposé comme un hebdomadaire d'information incontournable au Togo, cumulant 666 publications jusqu'en 2026. Avec une présence numérique via son site internet, le journal a su fidéliser un lectorat exigeant. Aujourd'hui, sous l'impulsion de son Directeur Général Germain Eshohanam POULI, TOGOREVEIL franchit un cap majeur : il devient un magazine panafricain mensuel, distribué dans plusieurs pays du continent et au sein de la diaspora. Cette transformation répond à une ambition claire : faire du Togo un point d'ancrage médiatique pour la couverture de l'actualité

africaine, en valorisant les initiatives, talents et innovations qui façonnent le continent.

Objectifs et motivations

Le passage au format magazine traduit une volonté de renforcer la visibilité des figures africaines qui impactent positivement leurs sociétés. Dans un contexte où l'Afrique cherche à se développer en valorisant ses propres ressources, TOGOREVEIL entend jouer un rôle de vitrine et de catalyseur. Le média se positionne comme un espace de reconnaissance et de rayonnement pour les acteurs du Made in Africa, de la culture, de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

Une édition charnière : TOGOREVEIL No 666

Le premier numéro en version magazine, TOGOREVEIL No 666, est une édition spéciale consacrée au 66e anniversaire de l'indépendance du Togo. La rédaction, épaulée par des contributeurs, y met en lumière 66 personnalités qui ont marqué l'histoire du pays. Ce travail de mémoire, réalisé à partir de sondages et recoupements, reflète la pluralité des

parcours ayant façonné la nation : des pionniers de l'indépendance aux leaders contemporains, en passant par des intellectuels, entrepreneurs, sportifs et artistes.

Ce dossier illustre la richesse et la complexité de la vie nationale togolaise : luttes pour la démocratie, efforts de développement, combats pour l'égalité et la justice sociale. Il se veut un hommage vibrant à ces femmes et hommes dont l'action a laissé une empreinte durable.

Une ambition éditoriale claire

Après le lancement symbolique du numéro 666, TOGOREVEIL entend consolider son identité panafricaine en explorant des thématiques qui résonnent avec l'actualité et les aspirations du continent. Chaque numéro du magazine se veut un miroir des dynamiques africaines, une plateforme de reconnaissance et un outil de rayonnement. En diversifiant ses thématiques, TOGOREVEIL aspire à devenir un acteur incontournable du paysage médiatique panafricain, capable de relier les histoires locales aux enjeux globaux. Le nouveau Magazine panafricain

TOGOREVEIL, entend surtout mettre le cap sur le Développement et les Acteurs qui impactent l'Afrique.

Une cérémonie empreinte de symboles

Lors de son mot de bienvenue, Germain POULI a exprimé sa gratitude envers Dieu, ses collaborateurs et les partenaires qui ont rendu possible cette évolution. Il a également eu une pensée particulière pour le Président du Conseil, Son Excellence Faure GNASSINGBE, célébrant ses 60 ans le jour même, dont un extrait du discours du 27 avril figure en manchette du premier numéro. La soirée s'est poursuivie par des échanges entre invités, renforçant l'esprit de collaboration et de partage qui anime ce projet. Le lancement du Magazine Panafricain TOGOREVEIL marque ainsi une étape décisive : celle d'un média togolais qui s'ouvre au continent, avec l'ambition de devenir une référence panafricaine. Plus qu'une publication, TOGOREVEIL se veut désormais une mémoire vivante et une vitrine des talents africains.

Patrick NIMA

Sécurité routière :**LE NUMERO VERT 1014 POUR DENONCER LES MAUVAIS CONDUCTEURS AU TOGO**

Chaque année, les routes togolaises deviennent le théâtre de drames évitables. En cette saison des pluies, où les chaussées glissantes et la visibilité réduite multiplient les risques, la Division de la Sécurité Routière (DSR) innove avec une mesure citoyenne forte : la mise en place d'un numéro vert gratuit, le 1014, permettant aux passagers de dénoncer les comportements dangereux des conducteurs.

Un outil simple et accessible

Le 1014 transforme chaque voyageur en acteur de sa propre sécurité. Désormais, tout passager d'autocar peut signaler gratuitement le Refus du Code de la route, les Comportements dangereux tels que l'excès de vitesse, la fatigue, téléphone au volant et les Agents en infraction.

Un appel suffit pour qu'une équipe soit dépêchée afin de contrôler ou interpellier le conducteur fautif. Relié à un centre d'écoute, le dispositif garantit que chaque signalement



est pris au sérieux.

Une campagne qui tombe à point nommé

La saison des pluies est traditionnellement marquée par

une hausse des accidents : freinages imprévisibles, chaussées glissantes, collisions en série. Les autocars, très utilisés pour les trajets interurbains, sont particulièrement exposés. Avec cette initiative, la DSR espère réduire les collisions,

responsabiliser les conducteurs, conscients qu'ils peuvent être signalés à tout moment et surtout créer une culture citoyenne de vigilance et de respect du Code de la route

Le passager devient vigie

Dans chaque autocar, un agent ou un conducteur formé rappelle les consignes et invite les passagers à mémoriser le 1014. Pas besoin de crédit, ni d'identification compliquée : un geste simple, mais qui peut sauver des vies. À terme, ce dispositif permettra aussi d'identifier les lignes ou compagnies les plus à risque et d'adapter les contrôles en conséquence.

Une avancée majeure pour la sécurité routière

Avec le lancement du numéro vert 1014, le Togo franchit une étape décisive dans la lutte contre l'insécurité routière. En donnant aux passagers un rôle actif, la DSR instaure une nouvelle dynamique : celle d'une route partagée, surveillée et sécurisée par tous.

Togoreveil

Kara**10 NOUVEAUX FORAGES D'EAU POTABLE POUR BOOSTER LES ZONES COTONNIERES**

Les communautés rurales de la région de la Kara vont bientôt voir leurs conditions d'accès à l'eau s'améliorer. Mardi 9 juillet, la Nouvelle Société cotonnière de Togo et le Conseil régional de la Kara ont signé une convention-cadre. L'objectif est d'implanter 10 forages d'eau potable dans les bassins de production cotonnière. Les ouvrages ne sortiront pas de terre d'un seul coup. Le projet s'étale sur trois ans pour garantir un suivi de qualité. Trois forages seront livrés dès 2026, trois autres en 2027, puis les quatre derniers en 2028. Chaque point d'eau ciblera directement les villages situés au cœur des zones où le coton fait vivre des milliers de familles.

La NSCT prend en charge l'intégralité du financement. De son côté, le Conseil régional joue le rôle de chef d'orchestre institutionnel. Il se charge de coordonner les acteurs, de mobiliser les communautés et d'accompagner les populations afin que ces forages soient vraiment appropriés localement. L'entretien et la pérennité des infrastructures passent par cette implication des bénéficiaires.

Des sites choisis avec les populations

Aucun emplacement n'a été décidé dans les bureaux de Lomé. Les sites ont été retenus après des échanges

avec les autorités locales, les collectivités territoriales et les représentants des communautés. Pour piloter l'ensemble, un comité de pilotage conjoint NSCT-Conseil régional verra le jour. Il sera chargé de suivre l'avancement technique et administratif de chaque forage.

Un appui qui arrive au bon moment pour le coton

Cette initiative tombe alors que la filière cotonnière togolaise reprend des couleurs. Après 60 403 tonnes de coton-graine lors de la campagne précédente, la production 2025-2026 est remontée à 79 000 tonnes. Les efforts pour relever la productivité sont constants. Au-delà de l'aspect agricole, ces 10 forages changent la vie quotidienne. Moins de kilomètres à parcourir pour trouver de l'eau, moins de maladies hydriques, plus de temps pour les activités génératrices de revenus. En facilitant l'accès à l'eau potable, la NSCT et le Conseil régional de la Kara espèrent aussi rendre la culture du coton plus attractive pour les jeunes et sécuriser l'avenir de la filière dans la région.

Togoreveil



ANVT :

3 MILLIARDS DE FRANCS CFA POUR RENFORCER L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES



Face aux défis persistants liés à l'accès au travail, comme tous les pays d'Afrique et même du monde entier, le Togo se base sur des initiatives qui préparent davantage les jeunes aux différentes réalités du terrain. Une ambition est

affichée pour cette année, à travers un vaste programme de développement des compétences et d'accompagnement vers l'insertion économique.

L'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) table sur 6 941 jeunes attendus en 2026 dans les

différents dispositifs prévus sur l'ensemble du territoire national. L'opération mobilisera une enveloppe globale estimée à 2,8 milliards de francs CFA, synonyme de l'importance accordée au capital humain dans les politiques publiques.

des programmes prévus.

Un investissement massif dans les compétences

L'enveloppe de presque 3 milliards de francs CFA prévue pour 2026 permettra de financer plusieurs formes d'accompagnement : formations qualifiantes, perfectionnement technique, initiation à l'entrepreneuriat, stages pratiques, mentorat et dispositifs d'orientation professionnelle. Outre la transmission de savoir-faire, l'objectif consiste à doter les jeunes de capacités concrètes leur permettant d'intégrer plus facilement le marché du travail ou de développer leurs propres activités génératrices de revenus. Il s'agit de faire de la jeunesse un acteur incontournable de croissance et de transformation économique. En renforçant les aptitudes professionnelles des nouvelles générations, le pays cherche à réduire les difficultés d'accès à l'emploi et à bâtir une économie davantage portée par les compétences, l'innovation et la valorisation des ressources humaines.

Répartition par région

La région des Plateaux a le plus grand nombre de participants prévus, avec 1 648 jeunes concernés par les actions de renforcement de l'employabilité programmées en 2026. Cette projection représente bien la volonté de soutenir une population jeune particulièrement active dans les domaines agricoles, artisanaux et entrepreneuriaux.

La région de la Kara suit les Plateaux avec 1 323 bénéficiaires annoncés, un volume qui parle forte par rapport à l'intensification des mécanismes d'accompagnement dans les zones septentrionales. Dans le Grand Lomé, 1 097 jeunes devraient intégrer les différents parcours de préparation à l'emploi. La région maritime, elle, enregistre 999 participants. La région centrale prévoit, pour sa part, 950 bénéficiaires. Cette orientation confirme la place accordée aux territoires intermédiaires dans les politiques d'accompagnement des nouvelles générations. Dans les Savanes enfin, 923 jeunes devraient profiter



En l'Afrique, nous croyons!

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : LE TOGO REMPORTE LA 1^{ère} ÉDITION DE NIMBA CULTURA – QUESTIONS POUR UN CHAMPION OUEST-AFRIQUE À CONAKRY.

Conakry, le 07 juin 2026 – L'Association Jeunesse Unie pour une Nouvelle Afrique (JUNA) a l'immense fierté d'annoncer la victoire du Candidat togolais **IHUEZE UJAH Kelechi, 19 ans, Étudiant en 1^{re} année de Droit à l'Université de Lomé**, à la première édition de **Nimba Cultura – Questions pour un Champion Ouest Afrique**, dont la grande finale s'est tenue ce dimanche 7 juin 2026 à l'Hôtel Kaloum de Conakry, en République de Guinée.

Réunissant les meilleurs candidats issus du Benin, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Sénégal et du Togo, cette prestigieuse compétition sous-régionale de culture générale a consacré le représentant togolais, qui s'est brillamment imposé face à ses homologues ouest-africains. La Côte d'Ivoire a occupé la deuxième place tandis que la Guinée s'est classée troisième.

Cette grande finale s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités, notamment **M. Moussa Moïse SYLLA, Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat de la République de Guinée**, ainsi que de **Son Excellence M. Luc BRIARD, Ambassadeur de France en Guinée et en Sierra Leone**, aux côtés de plusieurs partenaires institutionnels et privés engagés dans la promotion de l'éducation, de la culture et de l'excellence auprès de la jeunesse.

L'événement a été magistralement animé par **Julien LEPERS**, figure emblématique de la télévision et animateur historique du célèbre jeu « Questions pour un Champion », dont la présence a contribué au rayonnement international de cette première édition.

La délégation togolaise était conduite par **Frédéric TSATSU**, Président de JUNA et Point focal de l'initiative Nimba Cultura – Questions pour un Champion Ouest Afrique au Togo et au Bénin. Réagissant à l'issue de la victoire du Togo, il a déclaré : « Cette victoire démontre que notre jeunesse regorge de talents capables de rivaliser avec les meilleurs de la sous-région lorsque les opportunités lui sont offertes. Nous espérons que ce succès inspirera davantage de jeunes Togolais à cultiver le savoir et à croire en leur potentiel. Nous souhaitons qu'il suscite également l'intérêt et le soutien de nombreux partenaires institutionnels, publics et privés, afin d'accompagner le déploiement de Nimba Cultura – Questions pour un Champion au Togo et d'offrir à davantage de jeunes l'opportunité de révéler leur talent et de porter haut les couleurs nationales sur les scènes régionale et internationale. »

À cette occasion, l'Association JUNA annonce officiellement le lancement prochain de la première édition du **Concours National Nimba Cultura – Questions pour un Champion TOGO**. Cette compétition nationale permettra de détecter, former et valoriser les meilleurs talents du pays en matière de culture générale. La grande finale nationale, prévue au cours du premier trimestre 2027, connaîtra la présence de **Julien LEPERS** au Togo, offrant ainsi au public togolais un événement d'envergure internationale placé sous le signe du savoir et de l'excellence.

JUNA exprime sa profonde gratitude aux partenaires ayant soutenu la participation du Togo à cette compétition régionale, en particulier l'Institut Français du Togo et ASKY Airlines, dont l'accompagnement a été déterminant dans la réussite de cette mission. Elle adresse également ses remerciements aux promoteurs de Nimba Cultura ainsi qu'à l'ensemble des partenaires ayant contribué au succès de cette première édition, notamment la France en Guinée, GPC, Air France, Orange Guinée, le Fonds de Développement des Arts et de la Culture (FODAC) et les autres institutions mobilisées pour faire de cet événement une véritable célébration du savoir et de l'intégration régionale.

À travers cette victoire, le Togo réaffirme son engagement en faveur de la promotion de l'éducation, de l'excellence académique et du dialogue entre les jeunes africaines, convaincu que le savoir demeure l'un des leviers essentiels du développement du continent.

JEUNESSE UNIE POUR UNE NOUVELLE AFRIQUE – JUNA TOGO

Association de Droit Togolais - Récépissé N°0641/MATD-DOCA du 26 juillet 2006

BP : 4518 Lomé, Tel.: 00228 90 29 37 00 / 00228 70 14 22 22 Email: juna_lome@yahoo.fr

Page 1 sur 1



FRIMET

...Une Afrique des métiers

CABINET DE GEOMATIQUE AFRIMET Sarl

Formez vous chez nous en:

- Systèmes d'Information Géographique (SIG)
- Cartographie
- Géométrie - Topographie
- GPS Déferentiel

Nos Metiers

- CARTOGRAPHIE - SIG
- EXPERTISE FONCIÈRE
- IMMOBILIER
- FORMATION

+228 70 15 15 90

afrimet03@gmail.com / www.afrimet.tg

Accès à l'électricité :

LE TOGO A DÉJÀ FAIT LE PLUS DUR

L'énergie électrique n'est plus un simple confort dans les sociétés modernes. Elle constitue désormais l'un des fondements du développement économique, de l'amélioration des conditions de vie et de la compétitivité des territoires. Au Togo, la progression du taux d'accès à l'électricité confirme une transformation qui gagne progressivement l'ensemble du pays. Les chiffres montrent cette avancée. En 2024, le taux national d'accès à l'électricité s'établissait à 70 %. Un an plus tard, il atteint 76 %, soit une progression de six points en seulement douze mois. Pour 2026, les projections tablent sur un niveau de 80 %, un seuil symbolique qui rapprocherait davantage le pays de l'accès quasi généralisé à l'énergie.

De grands investissements réalisés

L'évolution susmentionnée reflète les investissements engagés dans l'extension du réseau électrique, les programmes d'électrification rurale, le développement des mini-réseaux solaires ainsi que la multiplication des solutions d'accès hors réseau dans plusieurs localités éloignées. Les conséquences économiques d'une telle progression sont considérables. L'électricité favorise l'émergence d'activités génératrices de revenus, stimule l'entrepreneuriat local et améliore la productivité des petites unités

de transformation.

Dans les zones rurales, elle facilite la conservation des produits agricoles, soutient les ateliers artisanaux et renforce l'activité commerciale.

Les retombées sociales apparaissent tout aussi importantes. L'accès à l'énergie améliore les conditions d'apprentissage des élèves, sécurise les centres de santé et facilite l'utilisation des outils numériques. Il contribue également à réduire certaines inégalités territoriales en rapprochant les zones périphériques des standards de vie urbains.

Dans les ménages, l'électrification transforme profondément le quotidien. Elle réduit la dépendance aux sources d'éclairage précaires, améliore le confort domestique et ouvre l'accès à de nouveaux équipements. À long terme, cette mutation participe à l'élévation du niveau de vie et à la modernisation progressive des habitudes de consommation.

Le Togo, bon acteur en Afrique

Comparée à plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, la trajectoire togolaise apparaît particulièrement soutenue. Selon différentes tendances observées sur le continent, de nombreux États peinent encore à dépasser les 50 % ou 60 % de couverture électrique, notamment dans les



espaces ruraux. Le Togo, en franchissant successivement les seuils de 70 %, puis de 76 %, se positionne parmi les pays affichant les progressions les plus visibles. Cette performance est d'autant plus notable que la moyenne africaine demeure encore contrastée, avec d'importantes disparités entre zones urbaines et campagnes dans plusieurs États. Le rythme de croissance enregistré par le Togo témoigne ainsi

d'une politique énergétique relativement volontariste et structurée. L'objectif annoncé de 80 % ne représente donc pas uniquement un indicateur technique. Il symbolise une ambition plus large : celle de bâtir un territoire davantage connecté, productif et inclusif. À travers cette montée en puissance de l'électrification, c'est toute une dynamique de modernisation qui se consolide progressivement.



Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)



Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



www.perspectiveinfo.com/togoreveil



TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- ▣ Politique
- ▣ Education
- ▣ Culture
- ▣ Economie
- ▣ Société

www.togoreveil.com



TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Komla YAWO

Marcel A. SOGLÓ

London KAWANA

Patrick Nima

Pégy

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aissata TOURE

SECRETARIAT

Micheline MENSAH

INFOGRAPHIE

Alex KPATIDE (91 77 29 84)

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tél: 22 36 18 58

02 BP 20061 LOMÉ

Adresse

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél: 22 61 12 19 / 22 36 18 58

80 02 76 54

E-mail: gpouille@yahoo.fr

Tirage

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

RAD GRAPHIC SARL U



HUMANIS

SALON DE LA SANTÉ ET
DU BIEN-ÊTRE DE LOMÉ

23 au 27 juin 2026

THÈME :

“ VOTRE SANTÉ, VOTRE RESPONSABILITÉ :
PRÉVENIR POUR MIEUX VIVRE ”



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'économie
et de la Veille stratégique

Ministère délégué, chargé du Commerce
et du Contrôle de la Qualité



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de la Santé, de
l'Hygiène Publique, de la
Couverture Sanitaire Universelle
et des Assurances.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de l'Agriculture, de la
pêche, des ressources animales et
de la souveraineté alimentaire



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère délégué auprès
du Ministère de l'aménagement
du Territoire, chargé de l'Eau
et de l'assainissement



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère délégué auprès du
Ministère du développement à la
base et de l'économie sociale et
solidaire, chargé de la jeunesse et
des sports

91 80 96 32 / 97 33 30 63



solange.ndafidina@cetef.tg